

auprès de qui il avait cherché à s'en enquérir lui avait répondu n'en rien connaître. Ces paroles sont trop puériles pour mériter une réponse. Comment ! le chef de l'opposition nous a dit, et le premier ministre ne l'a pas nié, que la mise à exécution de ce contrat tout préparé nous aurait assuré déjà le service de quatre steamers de vingt nœuds à l'heure, ce qui n'eût pas été de mince importance pour le Canada.

Le député de Québec-ouest nous a vanté tous les bienfaits de son gouvernement en ce qui concerne la construction des canaux de navigation. Hélas ! quand les libéraux sont arrivés au pouvoir ces travaux-là étaient presque tous finis. Qu'a-t-on fait de neuf ? On a enlevé aux conservateurs les entreprises dont ils étaient déjà chargés, pour en gratifier les libéraux, ce qui n'était pas beaucoup de nature à hâter le parachèvement des travaux. Bien plus, on a cherché à faire croire au peuple que ces travaux étaient terminés, et pour cela on en recourut, l'automne dernier, à l'inauguration de l'ouverture du canal de Soulanges, avec quelle mise en scène de la part du ministre des Travaux publics les journaux ont pris soin de nous le dire. Ceux qui habitent les bords du canal n'ont pu manquer d'être ravis à l'aspect du fameux yacht du ministre des Travaux publics où l'on avait arboré les pavillons de toutes les nations et qui descendait le canal avec un air particulier de solennité. Mais bien qu'on ait déclaré les travaux terminés, ce qui prouve qu'ils ne l'étaient pas, c'est que, trois ou quatre jours après, une certaine partie du canal de Beauharnois s'est défalé et que la navigation y a été interrompue durant cinq jours. Que le député de Québec-ouest dise tant qu'il voudra que le gouvernement actuel a fait beaucoup pour la construction des canaux, il n'y a pas lieu d'ajouter trop de foi à ses paroles depuis que le ministre des Chemins de fer (M. Blair) lui a dit qu'il avait tout à fait tort, et certes je n'entends pas ajouter à l'humiliation que comportait cette remarque.

Il n'a rien dit de la cause Stewart. Le canal n'aura pas été fini plus vite que si les conservateurs fussent restés au pouvoir et le peuple aura à payer à M. Stewart un fort montant de dommages en sus d'un montant équivalant qu'il a à payer aux entrepreneurs chargés de finir les travaux que lui, M. Stewart, avait commencés. Ce dernier est conservateur, tandis que les nouveaux entrepreneurs sont des libéraux. Il n'en faut pas plus pour nous mettre à même d'expliquer toute la politique des membres de la droite. Il nous faut le libre-échange, a dit le député de Québec-ouest, d'un ton paternel, mais, a-t-il ajouté, en terminant son discours, le gouvernement entend s'acheminer tranquillement vers ce but afin de n'inspirer aucune crainte aux fabricants. Qui croirait entendre là un conservateur élu le 23 juin 1896 ? Il a prêché la protection dix-huit années durant, et le voici maintenant dans un gou-

vernement dont il prend la défense en disant que sa politique tend au libre-échange, mais d'une façon fort modérée.

Me voici arrivé à la seconde partie du discours de l'honorable préopinant ou à la question du tarif de préférence. On nous parle de ce tarif, on nous parle de fédération impériale, on nous parle de toutes sortes de choses, mais à lire les différents journaux du pays on voit qu'ils ne savent pas précisément de quel nous nous occupons. Y a-t-il une nouvelle politique en question, et quelle est-elle ? Aurons-nous le libre-échange entre les différentes parties de l'empire comme l'a dit mon honorable ami de Brant-sud (M. Heyd) ou seulement un tarif plus élevé pour les autres pays, et moins élevé pour l'Angleterre ? Cela nous vaudrait-il en définitive le libre-échange avec cette dernière ou, enfin, que doit-il advenir et comment se fait-il que nous nous trouvions dans une pareille situation ? A tout événement, pour peu qu'il se reporte à quelques années passées, le ministre des Domaines (M. Paterson) admettra que le parti libéral n'a jamais eu de politique définie, qu'il a prêché successivement l'union commerciale, le libre-échange continental, la réciprocité illimitée, le libre-échange tel qu'il existe en Angleterre et enfin tous les systèmes autres que celui qu'il adopte aujourd'hui.

M. WOOD : Toutefois, cela ne l'empêche pas de faire régner la prospérité.

M. BERGERTON : Je veux signaler certain discours prononcé par le premier ministre en 1891, et que mon honorable ami d'Hamilton (M. Wood) semble n'avoir jamais lu. Cette année-là, le premier ministre, alors chef de l'opposition, fit un discours sur l'adresse en réponse au discours du trône. Lui et son parti venaient de sortir d'une élection générale où ils avaient prêché la réciprocité illimitée, un système qui devait nous mettre à la merci des Américains, un système tellement anti-canadien qu'il détermina la défection de l'honorable M. Blake, un de leurs principaux chefs. Ils étaient revenus battus, mais non découragés, disaient-ils. C'est alors que le chef de l'opposition fit un de ses beaux discours dont il a le secret, car quel que soit le sujet qu'il a à traiter, il parle toujours bien. Or, ce discours se termine par les paroles suivantes que je tiens à faire consigner dans les *Débats* afin qu'on puisse plus facilement les comparer à certaines déclarations qu'il a faites depuis.

Si nous avons agité et agitions encore cette question de la réciprocité absolue, c'est que nous croyons ce système favorable aux meilleurs intérêts du Canada, et non par indifférence à l'égard de l'Angleterre, mais par attachement particulier au Canada. Pour moi, je l'ai déclaré à maintes et maintes reprises, je tiens autant que tout anglais de naissance, aux institutions anglaises, mais, je n'ai pas hésité à le dire et je le répète encore, quelle que soit la valeur de ce sentiment, que j'aie tort ou raison, tant qu'il me restera un souffle de vie, j'aurai toujours les